

Afrique du Sud/Politique

# Ramaphosa veut "finaliser" la question du départ de Zuma

AFP  
Le Cap/Afrique du Sud

*Il assure en outre que les personnes corrompues "seront jugées".*

LE vice-président sud-africain, Cyril Ramaphosa, engagé dans des négociations qui piétinent avec le chef de l'Etat controversé Jacob Zuma pour obtenir son départ anticipé, a souhaité hier mettre rapidement un point final à cette crise qui déchire son parti et assuré que les personnes corrompues "seront jugées".

Le nouveau patron du Congrès national africain (ANC au pouvoir), élu en décembre, est déterminé à faire partir au plus vite le président Zuma, empêtré dans plusieurs scandales de corruption qui ternissent l'image du parti à l'approche des élections générales de 2019.

Mais les tractations directes entamées entre les deux hommes mardi dernier n'ont toujours pas abouti.

"Il est très important de mener, avec précaution, les discussions en cours", a expliqué Cyril Ramaphosa hier devant des milliers de partisans de l'ANC au Cap (sud-ouest), confirmant une réunion d'urgence du parti le lendemain consacrée à cette épineuse question.

"Parce que notre peuple veut que ce sujet soit finalisé, c'est précisément ce que le Conseil national exécutif (NEC) fera" ce lundi à Pretoria, a assuré Cyril Ramaphosa sans donner plus de précisions.

Le NEC, principal organe de décision de l'ANC, peut notamment décider de



Photo : AFP

Pour le vice-président sud-africain et patron de l'ANC Cyril Ramaphosa, l'heure est venue de mettre un point final à la crise qui déchire son parti.

rappeler le chef de l'Etat, ce qu'il avait fait en 2008 avec le président Thabo Mbeki. Ce dernier s'était plié à cet ordre et avait remis sa démission.

Parmi les autres options, le NEC pourrait aussi décider de saisir le Parlement en déposant une motion de défiance contre le président ou en engageant une procédure de destitution du chef de l'Etat.

En cas de démission de Jacob Zuma, Cyril Ramaphosa lui succédera.

Mais jusqu'à présent, le président, réputé insubmersible, a catégoriquement refusé de lâcher le pouvoir. Le 4 février, la direction de l'ANC s'était déplacée chez lui à Pretoria pour lui enjoindre de démissionner. "Je n'irai nulle part", leur avait répondu

l'intéressé, selon les propos rapportés par le trésorier général du parti, Paul Mashatile.

Les négociations achoppent sur les termes du départ de Jacob Zuma. Le président tente coûte que coûte de garantir son immunité. Selon les médias locaux, il demanderait également la prise en charge de ses frais de justice.

Mais hier, Cyril Ramaphosa a exclu de protéger le président. "Ceux qui sont corrompus et ont volé l'argent des pauvres seront jugés", a-t-il lancé, sans nommer Jacob Zuma. "C'est ce que Nelson Mandela aurait voulu", a-t-il ajouté, en référence à l'icône de l'ANC. **"NOUVEAU DEPART"** • "Nous sommes déterminés à rétablir la confiance de notre peuple dans les insti-

tutions publiques et restaurer la crédibilité de ceux qui ont été élus pour les servir", a insisté le vice-président, sur la place centrale de "Grand Parade" du Cap.

Un lieu extrêmement symbolique puisque c'est ici, vingt-huit ans jour pour jour, que Nelson Mandela, héros de l'ANC, s'était exprimé après sa sortie de prison. Cyril Ramaphosa, alors jeune leader syndical, lui tenait le micro devant une foule euphorique.

L'optimisme provoqué par la libération en 1990 de Nelson Mandela et la fin inéluctable de l'apartheid contraste avec l'actuel climat politique nauséabond en Afrique du Sud.

La présidence Zuma, au pouvoir depuis 2009, est marquée par des scandales de corruption à répétition

et une économie en berne, avec un taux de chômage record à 27,7%.

Dans son souci de renouveau, Cyril Ramaphosa se heurte à un obstacle de taille : les profondes divisions au sein de l'ANC sur le sort à réserver au président Zuma.

"Alors que nous émergeons d'une période de difficultés, de désunion et de discorde", le centenaire de la naissance de Nelson Mandela, célébré cette année, "nous offre un nouveau départ", a assuré Cyril Ramaphosa devant une foule vêtue de jaune, vert et noir, les couleurs de l'ANC.

La tenue inattendue du NEC aujourd'hui laisse cependant penser que l'ANC "reconnait qu'il ne peut plus laisser traîner les choses", a estimé Mcebisi Ndletyana, professeur de sciences politiques à l'université de Johannesburg.

L'obstination du président Zuma à refuser de démissionner a provoqué l'annulation de plusieurs rendez-vous politiques cette semaine. Et en premier, le discours annuel du chef de l'Etat devant le Parlement. Une décision sans précédent dans l'histoire de l'Afrique du Sud.

Le pouvoir de Jacob Zuma a commencé à vaciller en décembre avec l'élection de Cyril Ramaphosa à la tête de l'ANC. Le président n'avait pas réussi à imposer sa candidate, Nkosazana Dlamini-Zuma, son ancienne épouse.

L'ANC, qui domine la vie politique depuis la fin du régime de l'apartheid en 1994, a enregistré ses plus mauvais résultats électoraux sous le règne de M. Zuma.

L'Afrique en bref

• Cameroun/Troubles. Couvre-feu total en zone anglophone

Le Cameroun a instauré "un couvre-feu total entre 20H00 et 06H00" dans ses deux régions anglophones en raison de menaces d'"attaques imminentes" de sécessionnistes, selon une note interne du Ministère de la Défense obtenue par l'AFP samedi.

• Egypte/Justice. 33 personnes lourdement condamnées

Trente-trois personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement, dont 17 à perpétuité, après des violences ayant provoqué la mort de trois civils lors de manifestations antirégime en 2014, a annoncé hier la justice égyptienne.

• Niger/Social. Nouvelle manif contre la loi de finances

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier à Niamey pour demander "l'abrogation" de la loi de finances 2018 qu'elles jugent "antisociale", a constaté un journaliste de l'AFP.

• RD Congo/Crise. La nouvelle cheffe de la Monusco en fonctions

La nouvelle cheffe de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo, l'Algérienne Leila Zerrougui, a pris ses fonctions hier dans un climat de tension larvée avec les autorités.

A travers le monde

• Israël - Palestiniens /Conflit. Paix : les doutes de Trump

Le président américain Donald Trump a affirmé dans une interview publiée hier par un quotidien israélien ne pas être sûr qu'Israël veuille conclure un accord de paix avec les Palestiniens.

• Russie/Accident. Crash d'un avion de ligne : aucun survivant



Un avion de ligne russe, un Antonov An-148, s'est écrasé près de Moscou hier peu après avoir décollé de l'aéroport de Domodedovo, causant la mort des 71 passagers et membres d'équipage à bord.

Photo : AFP

Mali/Politique

# Le Premier ministre promet la sécurité dans le centre et la présidentielle en juillet

AFP  
Mopti/Mali

*Il s'agissait de sa première visite à l'intérieur du pays depuis sa nomination fin décembre dernier.*

LE Premier ministre malien Soumeylou Boubeye Maïga, en visite hier dans le centre du Mali, a promis tous les moyens nécessaires pour la sécurisation de cette région et assuré que le premier tour de l'élection présidentielle se tiendrait le 29 juillet.

Le chef du gouvernement,

qui effectuait sa première visite à l'intérieur du pays depuis sa nomination le 30 décembre, avait annoncé en janvier le lancement d'une "vaste opération", sans autre indication, pour sécuriser le centre du pays, où les groupes jihadistes sont particulièrement actifs.

"Les opérations de sécurisation du centre ont commencé, elles vont se poursuivre. Nous mettrons les moyens qu'il faut", a assuré M. Maïga lors d'une rencontre à Mopti, chef-lieu de la région, avec des cadres régionaux.

"Dès la semaine prochaine, en urgence, plus d'un demi-

milliard de FCFA seront mobilisés pour soutenir les actions de l'armée", a-t-il annoncé, affirmant que "dès la semaine prochaine, du nouveau matériel sera mis à la disposition de l'armée dans le centre".

Le déploiement de l'administration dans les zones de cette région dont elle est absente se traduira la semaine prochaine notamment par la nomination de sous-préfets, a ajouté le Premier ministre.

Le gouvernement a adopté en 2017 un Plan de sécurisation intégrée des régions du Centre.

Il prévoit à terme la mobilisation de plus de 4 000

militaires maliens pour assurer la sécurité dans la région de Mopti, a indiqué à l'AFP un responsable militaire local sous le couvert de l'anonymat.

M. Maïga a par ailleurs assuré que le premier tour de l'élection présidentielle se tiendrait comme prévu en juillet, le dimanche 29, a-t-il précisé, soulignant que "s'il n'y a pas d'élection, personne n'aura une base juridique pour gouverner".

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés par une intervention militaire

internationale, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit actuellement.

Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, régulièrement visées par des attaques, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, mais dont l'application accumule les retards.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du Mali le phénomène gagne le Burkina Faso et le Niger voisins.